



## Pour la poursuite de l'activité de la raffinerie de Petit Couronne Il suffit d'une volonté politique

**Que l'on ne vienne pas nous rabâcher, qu'il n'y a pas de solution pour la raffinerie de Petit Couronne.**

Le Conseil Général de l'Eure a eu le courage politique de sauver M Réal, en rachetant le site papetier, l'Etat peut très bien, lui aussi, effectuer la même opération avec la raffinerie de Petit Couronne.

Mais voilà entre les paroles, les écrits et les actes, **il faut le rapport de force pour l'imposer...**

Sachant que la volonté du gouvernement actuellement est de brader les entreprises publiques

**Les salariés de la raffinerie de Petit-Couronne, toujours debout...**

**L'intersyndicale n'accepte pas la fermeture et elle a raison...**

Depuis l'annonce le 16 avril 2013 par le Tribunal de Commerce de Rouen, de la mise en liquidation de la raffinerie, les salariés avec leur intersyndicale et l'Union Départementale CGT de Seine-Maritime ne baissent pas les bras et organisent différentes initiatives **avec l'objectif** :

**Le redémarrage de l'activité de la raffinerie le plus rapidement possible.**

Faute de repreneur pour l'instant, et face aux graves conséquences pour l'emploi qui vont au-delà de la raffinerie (*la direction des transports Lohéac vient d'annoncer un plan social avec 76 suppressions de postes*), Nous devons continuer à faire pression auprès du gouvernement pour préserver notre indépendance énergétique (*comme le rappelle d'ailleurs, le Député Guillaume Bachelay dans sa lettre du 22 avril adressée au Président de la République. Comment le gouvernement entend-il favoriser le repositionnement industriel et portuaire du site ? Quelles suites concrètes compte-t-il donner aux propositions du plan national d'action pour le raffinage de 2011 ?*).

**En attendant des réponses concrètes, à la CGT, nous exigeons la réquisition de la raffinerie par l'Etat.**

**Le 17 avril** : c'est dans cette démarche que nous avons interpellé le Préfet et que nous avons demandé que les représentants de l'intersyndicale soient présents au comité de pilotage (*mis en place le 19 avril à la Préfecture*).

**Le 19 avril** : AG à 12 h45 devant la raffinerie, en présence de près de 400 personnes.

**Le 19 avril** : à 16h, nous avons rencontré Ségolène Royal.

**Le 30 avril** : AG à 12 h45 devant la raffinerie, en présence de plus de 400 personnes.

**Le 1er mai** : présents à la manif de Rouen

**Le 5 mai** : présents à la manif à Paris.



## Manifestation aux flambeaux...

**Les salariés de la raffinerie veulent montrer qu'ils sont toujours debout et que leur combat continue.**

**Le 7 mai :** c'est toujours dans cette démarche, pour faire pression auprès du gouvernement que nous organisons **une retraite aux flambeaux à 20 H 30, avec un rassemblement devant la Mairie de Petit-Couronne, avec un départ à 21 H jusqu'à la raffinerie où à 22 H une rétrospective de la lutte sur écran géant sera projetée.**

D'autres initiatives sont prévues par la suite afin de faire pression auprès du Gouvernement, pour qu'il prenne ses responsabilités pour maintenir le raffinage en France, en Seine-Maritime et à Petit-Couronne.

**L'UD appelle ses syndicats et ses militants disponibles à être présents/**

## Les luttes continuent en Seine Maritime...

**Education :** **Le 4 avril,** la **CGT Educ'Action 76** et **l'UD CGT de Seine-Maritime** ont défendu au Tribunal des Prud'hommes de Rouen, **99** nouveaux recours concernant les ex-salariés sous contrats aidés de l'Education Nationale.

Ils s'ajoutent aux **120** recours déjà gagnés avec la CGT depuis 1 an.

**Le délibéré sera rendu le 4 juillet 2013.** Une nouvelle vague de recours aura lieu en mai puis certainement en 2014.



## RYTHMES SCOLAIRES/LOI D'ORIENTATION.

**La grève du 28 mars** à l'appel de la CGT Educ'action, FNEC-FP-FO, SUD Education, a mobilisé près de **5%** des enseignants dans les écoles du département contre la réforme des rythmes scolaires précisément et contre la loi d'orientation Peillon plus généralement.

Ce sont près de **400 enseignants** qui étaient en grève le 28 mars. Si la mobilisation est moins importante que le 12 février (*plus de 60% de grévistes*) cela s'explique en grande partie par les décisions des communes de reporter la réforme des rythmes scolaires en 2014.

En effet, **83%** des communes ont décidé de ne pas appliquer la réforme des rythmes scolaires à la rentrée 2013.

Cette réforme, qui n'apporte pas plus d'école aux élèves mais impose une réorganisation sur la semaine, va entraîner pour les familles un risque de surcoût lié aux activités complémentaires, surcoût aussi pour les collectivités locales, mais aussi pour les personnels enseignants pour lesquels aucune revalorisation salariale n'est à l'ordre du jour alors que leur amplitude de travail va augmenter.

**Plus globalement, la loi Peillon** contrairement à ce qui se dit ne permet pas de retrouver les **80 000** postes supprimés en 5 ans.

Les fermetures de classes dans les écoles, les collèges et les lycées continuent, les suppressions des filières dans les lycées technologiques et professionnels s'accroissent. Alors que les plans de licenciement se multiplient dans les entreprises, ces décisions sonnent comme une double peine pour les familles.

**Pour ces raisons, la CGT Educ'action exige l'abrogation de la réforme des rythmes scolaires et de la loi Peillon.**

**Virgin :** **Le samedi 20 avril,** dans le cadre de leur manifestation à Paris le 30 avril, les salariés du magasin Virgin aux Docks de Rouen avec le soutien de l'UL CGT de Rouen, ont organisé une distribution de tracts afin d'alerter la population et les clients sur l'avenir incertain des magasins Virgin.



**VTNI :** Le samedi 4 mai, suite à leur mouvement de grève depuis le 2 mai, pour l'augmentation des salaires, les salariés des transports en commun **VTNI de Rouen** ont décidé de suspendre leur mouvement après 3 jours de grève.

Face à une direction qui a utilisé tous les moyens pour dissuader les grévistes, la CGT, seule organisation à soutenir le mouvement a préféré reconduire cette action à une date ultérieure. Pour l'instant, il faut rediscuter avec les salariés du rapport de force à construire, seul moyen pour faire plier la direction et pour gagner des salaires identiques à la TCAR. A suivre...



**LOHEAC :** Le 6 mai, la direction des transports LOHEAC vient d'annoncer un plan de suppression de 80 emplois. Cette annonce ferait suite à la fermeture de la raffinerie de Petit Couronne.

Hier midi, une délégation de l'UD et de militants CGT de Petroplus, sont allés soutenir les salariés devant le site Loheac à Petit Couronne. (il n'y a pas de syndicat CGT, seule la CFTD est présente).



**Revima :** Révima redécoule avec Boeing.

C'est le titre de l'article du journal Paris Normandie d'aujourd'hui. Après la perte d'un contrat avec Air France, la direction voulait en profiter pour remettre en cause certains acquis sociaux aux salariés. Ce qui avait engendré, rappelez-vous un conflit début mars.

Le mardi 12 mars, après 3 jours de grève et passé le week-end au piquet de grève, les salariés avaient montré à la direction leur rapport de force.

Ils avaient voté la suspension du mouvement, suite aux propositions de la direction qui a reculé sur un certain nombre de points.



Depuis, selon la direction, le carnet de commandes se remplit. Dernièrement, la compagnie américaine **Boeing**, vient de renouveler un contrat pour 4 ans avec Révima pour la révision des trains d'atterrissage des avions. Comme quoi, la lutte paie... A suivre.

**IMPORTANT**

**Loi d'amnistie des syndicalistes.**

**RASSEMBLEMENT DU 16 MAI 2013 DEVANT L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

Cher-es Camarades,

La dernière CE confédérale a décidé d'appeler les salarié-es à participer massivement au rassemblement pour soutenir la proposition de loi d'amnistie des syndicalistes, **le 16 mai 2013 devant l'Assemblée Nationale à partir de 12 h.**

Afin de donner un caractère national à cette initiative organisée par la CGT, les organisations du CCN sont invitées à prendre des dispositions afin de faire participer au rassemblement parisien des délégations de camarades d'entreprises victimes de répression syndicale.

**L'UD CGT de Seine Maritime appelle ses syndicats à s'inscrire dans cette initiative.**

Remonter les participants à l'UD, afin d'envisager un transport collectif (Départ 8 h 30 de l'UD)